



ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 17/03/2017

Votre annonce n°17-37801 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative. La DILA en qualité d'éditeur officiel se réserve le droit, si nécessaire, de vous la retourner pour compléments ou précisions. Dans ce cas vous en serez averti immédiatement par voie de messagerie.

Sous cette réserve, la Direction de l'information légale et administrative s'engage à diffuser cette annonce dans les plus brefs délais.



M1 - Formulaire Avis de marché

Aperçu de l'annonce

Avis de marché

Département(s) de publication : 10
Annonce No 17-37801
Travaux

- Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Ville de Romilly-sur-Seine.
Correspondant : service commande publique, 1, Rue de la boule d'or 10100 Romilly-sur-Seine tél. : 03-25-39-43-80 télécopieur : 03-25-39-43-81 courriel : infos@ville-romilly-sur-seine.fr adresse internet : http://www.ville-romilly-sur-seine.fr.
Adresse internet du profil d'acheteur : http://www.xmarches.fr.

Objet du marché : **sectorisation - troisième tranche.**

Mots descripteurs : Voirie et réseaux divers.

Lieu d'exécution : romilly sur seine, 10100 Romilly-sur-Seine.

Caractéristiques principales :

cette consultation a pour objet les travaux de pose de compteurs ou de vannes .

Les candidats devront impérativement se rendre sur le site des travaux afin d'en appréhender les difficultés et établir leur(s) proposition(s) en connaissance de cause. Ils réaliseront une attestation sur l'honneur de visite sur site.

Délai d'exécution à l'initiative du candidat

Date prévisionnelle de démarrage des travaux: juillet 2017

Des variantes seront-elles prises en compte: oui.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 ,46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : extrait de l'inscription au rcs (k ou K-Bis) ou carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ou récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- valeur technique et environnementale : 40 %;
- prix des prestations : 50 %;
- délais d'exécution : 10 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 10 avril 2017, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : jusqu'au 15 juillet 2017.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2017 PA 011.

Renseignements complémentaires : les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (Cja), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du cja.
- recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- recours contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Châlons-En-Champagne
25 rue du Lycée
51036 chalons en champagne

Tél : 03 26 66 86 87

Télécopie : 03 26 21 01 87

Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

Pour tous renseignements complémentaires concernant le marché, les candidats peuvent s'adresser à :

- renseignements administratifs :

Commune de romilly sur seine - service commande publique
1 rue de la Boule d'or - B.P. 154 - 10 105 romilly sur seine Cedex
Tél : 03.25.39.43.80 - télécopieur : 03.25.39.43.81
Email : compub@ mairie-romilly-sur-seine.fr

- renseignements techniques :

S.A.R.L C3i

24, Av. Chomedey de Maisonneuve- 10 000 TROYES

télécopieur : 03.25.45.39.60

contact@c3i-amenagement.fr.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 17 mars 2017.

Éléments non publiés

Éléments de facturation :

Votre référence de commande au BOAMP : **F17NT-0318882**

Libellé de la facture : Ville de Romilly-sur-Seine 1 rue de la Boule d'Or B.P. 154 10105 Romilly-sur-Seine Cedex

Siret : 21100312400016

Classe de profil : Commune

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 10 avril 2017

Objet de l'avis : sectorisation - troisième tranche

Nom de l'organisme : Ville de Romilly-sur-Seine

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



ACCR3317560



> Informations légales